

Avis voté à la séance plénière du 13 novembre 2019

## Travail, emploi et mobilités

### Déclaration du groupe des Organisations étudiantes et mouvements de jeunesse

L'usage de la route est gratuit : pourquoi celui des transports en commun ne le serait-il pas ?

Voilà un pavé dans la marre que le CESE jette dans cet avis et qui retient notre attention. En effet, tout est une question de choix politiques : à nous de voir ce que nous oserons en faire. Si l'on veut que les choses changent, il nous faut changer totalement la répartition des budgets alloués aux transports et à la mobilité. Dans ce nouveau paradigme qu'est le monde actuel et à venir, nous ne pouvons plus nous permettre de penser uniquement à travers le prisme du « tout auto ». Des investissements importants doivent être faits pour les mobilités faibles en carbone : l'avis cite l'exemple des autoroutes vélos au Danemark et aux Pays-Bas : qu'attendons-nous en France ? Certaines lignes de train continuent de fermer : que font les pouvoirs publics ? Beaucoup de jeunes n'ont pas le permis faute de moyens : que faisons-nous pour les aider à le passer ?

Même chose concernant la distance entre logement et emploi : pourquoi continuer à éloigner les logements abordables des bassins d'emploi ?

L'avis évoque les nombreux aspects qui entourent le travail, l'emploi et les mobilités. Notre groupe est particulièrement sensible aux développements relatifs aux inégalités entre les femmes et les hommes : plus sujettes aux contraintes liées à l'articulation des temps de vie et aux emplois avec des temps de travail fractionnés, elles sont également plus contraintes dans leur choix de mobilité.

Néanmoins, comme bien souvent, nous regrettons que cet avis ne permette pas toujours de passer des grands principes aux actes. De plus, plusieurs débats nous ont laissé perplexes comme la difficulté à intégrer les organisations environnementales dans la gouvernance des autorités organisatrices de mobilité ou l'affichage plus net d'une nécessité de réduire drastiquement les flottes d'entreprises.

Malgré ces réserves, le groupe a voté cet avis.